

24 SEP. 2024

CS - ADS - ADE - ADO

SÉANCE DU VENDREDI 20 SEPTEMBRE 2024

N° 3 - CHUSCLAN

AT 24 00003 - PC 24R0005 Construction d'un bâtiment
d'enseignement devant le Visiatome existant.

Demande de dérogation

BATIMENT INVICTUS - E08100034-000

ZAE MARCEL BOITEUX

Par : Commissariat à l'Energie Atomique

Réf. : D.D.T.M. S.A.T. Cévennes

Effectifs

Public : 279

Personnel : 14

Total : 293

Classement

Type : R

Catégorie : 4

**Sous commission départementale pour la sécurité
contre les risques d'incendie et de panique
dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur**

☒ Vu le rapport établi par le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gard dans
le domaine de la sécurité incendie, au regard du dossier ci-dessus cité :

☐ Vu la proposition d'avis du rapport du groupe de visite :

AVIS CONCLUSIF DE LA SOUS COMMISSION

☒ **AVIS FAVORABLE**

☒ avec prescriptions mentionnées au rapport

☐ **AVIS DÉFAVORABLE**

☐ **NON EXAMINÉ**

La Sous - commission ne peut se prononcer en
l'absence du maire, de l'adjoint ou du conseiller désigné
par lui ou de son avis écrit motivé (article 12 du décret n°95-
260 du 08 mars 1995)

☐ **SANS AVIS**

☐ **CARENCE**

☐ **SANS OBJET**

☒ **AVIS FAVORABLE** à la demande de dérogation

☐ **AVIS DÉFAVORABLE** à la demande de dérogation
Cet avis lie l'autorité de police (Art. R143.13 du CCH et
R421.48 du Code de l'Urbanisme)

OBSERVATIONS :

Pour le Préfet et par
délégation, le Président,
Adjoint au Chef du SIDPC
Hervé FAVIER



VISITE DE RÉCEPTION PAR :

☐ la commission compétente

☐ Autre

☒ **Oui** → lors de la visite périodique
→ à l'issue des travaux

☐ **Non**

☐ **Sans objet.**

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS
Groupement Fonctionnel PRÉVENTION
281 Avenue Pavlov – CS 58285
30942 Nîmes Cedex

N° 3

Secteur Arrondissement de Nîmes
70 Boulevard Sergent Triaire
30000 NÎMES

RÉF : GF PRÉV/2024-001973/NB/SR

Affaire suivie par le Lieutenant Nicolas BAISSAC

Tel : 0466633615

Mail : prev-secretariat@sdis30.fr

**SOUS COMMISSION DÉPARTEMENTALE
POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE
DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET LES IMMEUBLES DE
GRANDE HAUTEUR**

SÉANCE DU 20/09/2024

COMMUNE : CHUSCLAN
ADRESSE : ZAE MARCEL BOITEUX LES FONTASSES
ÉTABLISSEMENT : BATIMENT INVICTUS
CODE : E08100034-000
DOSSIER : AT 24 00003 - PC 24R0005
OBJET : Construction d'un bâtiment d'enseignement devant le Visiatome
existant. Demande de dérogation

I. NATURE ET PRÉSENTATION DU PROJET

Le présent dossier prévoit la construction d'une école en simple rez-de-chaussée sur le site de Marcoule.

Cet établissement sera composé de :

- 6 salles de cours.
- 1 salle informatique.
- 1 salle de convivialité.
- Des locaux techniques.
- 1 SSI de catégorie A (avec détection).

II. CLASSEMENT

A - EFFECTIFS :

NIVEAUX	MODE DE CALCUL	EFFECTIF PUBLIC	PERSONNEL	TOTAL
Salle de classe et informatique	Déclaratif R2	Entre 23 et 38 par salle soit 231	2 par salle 14	245
Salle convivialité		48		48
TOTAL		279	14	293

B - TEXTES DE RÉFÉRENCE :

Cet établissement est soumis aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation (art.R143-1 à R143-47 et R 184.4 - R 184.5).

Ainsi qu'aux arrêtés du :

25 Juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).

4 Juin 1982 modifié portant approbation des dispositions particulières du type R (Etablissements d'enseignement et colonies de vacances).

Il se classe en **TYPE R** de **4^{ème} CATÉGORIE**.

III. DESCRIPTIF SOMMAIRE DU BÂTIMENT

① Description extérieure

➤ Le bâtiment est bordé de la manière suivante :

- ✓ il est desservi par 1 voie engin, le parking,
- ✓ la hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public est inférieure à 8m,
- ✓ il possède 3 façades accessibles,
- ✓ il est isolé des tiers en vis-à-vis (> à 8m).

② Description intérieure

➤ Développement du bâtiment prévu dans la notice de sécurité.

- ✓ **Eléments de construction :**
 - Structure SF ½h.
 - Couverture : toit terrasse étanché.
 - Façade béton.
 - Distribution intérieure par cloisonnement traditionnel conforme à la réglementation.
- ✓ **Isolement des locaux à risques particuliers :**
 - **moyens :** TGBT.
 - enveloppe CF 1h + porte CF ½h avec FP.

✓ Dégagements :

LOCAUX	EFFECTIF	NOMBRE DE SORTIES		NOMBRE D'U.P.	
		EXIGIBLE	REALISÉ	EXIGIBLE	REALISÉ
Salles de classe et informatique	Entre 25 et 40	2	2	1UP + 1 accessoire	2 UP minimum
Salle de convivialité	48	2	2	1UP + 1 accessoire	4
Ensemble de l'établissement	293	2	3	4	7

- Evacuation GN8 : cheminement praticable.

✓ Aménagements intérieurs :

- Sols M4 (D_{FL}-s2), murs M2 (C-s3,d0), plafond M1 (B-s3,d0), gros mobilier (non précisé dans la notice de sécurité).

✓ Désenfumage :

- Superficie du local < à 300m², l'évacuation des fumées se fera par les ouvrants naturels.

✓ Chauffage par pompe à chaleur.

✓ Electricité NF C15-100.

✓ Eclairage de sécurité assurant les fonctions d'éclairage d'évacuation et d'ambiance par blocs autonomes conformes aux normes.

✓ Moyens de secours intérieurs :

- extincteurs appropriés aux risques,
- affichage des plans et consignes de sécurité incendie,
- équipement d'alarme incendie de type 1,
- Système de Sécurité Incendie de catégorie A,
- téléphone urbain.

IV. DÉROGATION

A - Objet de la dérogation :

La surveillance de la centrale du SSI de catégorie A ne sera pas faite dans l'établissement lui-même mais par le PC sécurité du site.

B - Article concernant la dérogation :

MS 66 - règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2 (Arrêté du 2 février 1993).

§ 1. Le tableau de signalisation de l'équipement d'alarme des types 1 et 2 doit être installé à un emplacement non accessible au public et surveillé pendant les heures d'exploitation de l'établissement. Il doit être visible du personnel de surveillance et ses organes de commande et de signalisation doivent demeurer aisément accessibles. Il doit être fixé aux éléments stables de la construction.

MS 57 - contraintes liées au système de détection incendie (Arrêté du 2 février 1993).

§ 1. Les installations de détection impliquent, pendant la présence du public, l'existence dans les établissements concernés d'un personnel permanent qualifié, susceptible d'alerter les sapeurs-pompiers et de mettre en œuvre les moyens de lutte contre l'incendie.

C - Justification de la demande de dérogation :

Aucune

D - Compensation proposée :

Il est demandé de reporter la surveillance du SSI de catégorie A au niveau du PC sécurité du site Marcoule dans lequel se trouve du personnel exclusivement formé à la sécurité du site.

E - Analyse et avis du service :

Cet établissement sera doté d'une détection incendie (locaux à risque particulier et circulation) alors qu'il ne pourrait être doté que d'une alarme de type 4. Dans le cas d'un déclenchement de détecteur incendie, ou de déclencheur manuel, le signal d'évacuation devra être transmis sans délai. Compte tenu qu'il s'agit d'un bâtiment très facile à évacuer (une seule circulation et bâtiment en simple RDC) cette évacuation sera rapide permettant la mise en sécurité du public dans les plus brefs délais.

La surveillance du SSI est nécessaire notamment pour s'assurer que tout dysfonctionnement de ce système complexe soit repéré au plus tôt. Cela sera le cas dans la mesure où celui-ci sera surveillé à distance, par le service de sécurité du site qui est, lui formé, et dont la mission lui incombe. Il pourra donc réagir dans les plus brefs délais en cas d'alarme ou de dysfonctionnement.

AVIS FAVORABLE

V. PRESCRIPTIONS

N°	PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES
1.	Interdire toute temporisation sur la détection incendie ou déclencheur manuel. (MS 66)
2.	Effectuer régulièrement des exercices d'évacuation. (R 33)

N°	PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES
1.	<p>La construction et les divers aménagements intérieurs devront répondre en tous points aux textes précités.</p> <p>Le contrôle exercé par l'administration et la Commission de Sécurité, ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (art. R.143.34 à R.143-36 du Code de la Construction et de l'Habitation).</p> <p>L'autorisation d'ouverture devra faire l'objet d'un arrêté municipal pris après avis et visite de réception de la commission de sécurité compétente (art. R.143.39 du Code de la Construction et de l'Habitation).</p>

	Les procès-verbaux et certificats attestant la conformité aux règlements de sécurité et normes en vigueur devront être annexés au registre de sécurité et présentés à la Commission le jour de la visite de réception de l'établissement (art. R.143.34 à R.143-36 du code de la Construction et de l'Habitation).
2.	Les constructeurs, installateurs et exploitants, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement. (art. R.143.34 à R.143-36).
3.	Solliciter le passage de la commission de sécurité compétente à l'issue des travaux de cet établissement. Cette demande doit être formulée auprès du secrétariat de la commission de sécurité compétente 1 mois au moins avant la date d'ouverture au public prévue.
4.	GN 13 - Travaux dangereux (Arrêté du 7 juillet 1983) L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne pour son évacuation.

Nota : Les prescriptions énumérées ci-dessus ne sont pas limitatives et ne sauraient dispenser le constructeur, le propriétaire et l'exploitant de se conformer aux diverses réglementations en vigueur s'appliquant ou pouvant s'appliquer à cet établissement.

VI. CONCLUSION DU PRÉVENTIONNISTE

- Vu le dossier présenté, le rapporteur propose à la commission d'émettre un avis :

☒ **FAVORABLE** à la demande de dérogation.

☒ **FAVORABLE** par l'exécution des mesures complémentaires ci-dessus mentionnées.

Le Préventionniste,
Lieutenant Nicolas BAISSAC

**SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR L'ACCESSIBILITÉ AUX
PERSONNES HANDICAPÉES DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

Séance du jeudi 26 septembre 2024

N° 9 CHUSCLAN AT 030 081 2400003 PC 030 081 24R0005

pétitionnaire : Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives

**Objet : construction d'un établissement d'enseignement sur le site de Marcoule
Les Fontasses – ZAC Marcel Boiteux**

DEMANDE :

☒ d'autorisation de travaux ☐ de dérogation aux règles d'accessibilité ☐ d'autorisation d'ouverture

☒ Entendu le rapport du service instructeur

☐ Entendu le rapport du groupe de visite.

☐ **NON EXAMINÉ**

☐ quorum non atteint

☐ autre :

☒ **AVIS FAVORABLE**

☒ avec prescriptions mentionnées au rapport.

☐ avec prescriptions particulières :

☐ **AVIS DEFAVORABLE :**

Le projet fera l'objet :

☐ d'une visite avant ouverture par :

☐ Sous commission départementale.

☐ Groupe de visite de la sous-commission.

☒ d'une attestation de prise en compte des règles concernant l'accessibilité (L. 122-9 et R. 122-30 du CCH)

un REGISTRE PUBLIC D'ACCESSIBILITE devra être mis à disposition du public

**Recours possible au Fonds Territorial d'Accessibilité afin de subventionner les
travaux de mise en conformité des ERP de 5° catégorie**

(cf : www.asp-public.fr)

A Nîmes, le 26 septembre 2024

La présidente, Corinne BOISSIN

B. BOISSIN

**SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR
L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES
DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

Service Habitat et Construction
Affaire suivie par : L. DONCESCO
laurent.doncesco@gard.gouv.fr

Nîmes, le 23/09/2024

Séance du 26/09/2024
Dossier n°9

Pétitionnaire : CEA	
projet : Construction d'un établissement d'enseignement sur le site de Marcoule	réf : PC 030 081 24R0005 AT 030 081 2400003
Commune : CHUSCLAN	classement : 4 ème catégorie

Textes : Loi n°91-663 du 13 juillet 1991/ Loi 2005-102 du 11 février 2005/ Décret 2006-555 du 17 mai 2006 / Arrêté du 8 décembre 2014/ Arrêté du 20 avril 2017

Description du projet

Le dossier de permis de construire consiste en la construction d'un bâtiment d'enseignement en rez-de-chaussée.

-Le bâtiment comprend :

- 6 salles de cours
- 1 salle informatique
- 1 salle de convivialité
- Des sanitaires
- Des locaux techniques

Ces espaces seront desservis par une circulation principale autour d'un patio.

L'effectif total comptera 293 personnes. La salle de convivialité utilisée pour les pauses et de la petite restauration sera également ouverte aux étudiants du bâtiment Invictus.

Mesures envisagées au titre de l'accessibilité

Il est prévu au titre de l'accessibilité aux personnes handicapées :

- Un cheminement piéton qui assurera l'accès au bâtiment depuis le domaine public. Il sera adapté uniquement depuis l'arrêt de bus situé à proximité de l'entrée de la parcelle. Quant au cheminement depuis le parking existant, il comportera une largeur de plus de 1,40 m, il présentera une pente de moins de 4 % sur 20 m sans ressaut. Des paliers de repos seront réalisés de part et d'autre de cette section. Le revêtement du trottoir existant sera refait en béton désactivé. L'éclairage de cet espace sera de 20 lux.
- Un parking est existant, il comporte 173 places dont 7 places adaptées. Une bande de guidage sera installée entre le parking et l'accès principal du bâtiment.
- Une entrée qui sera facilement repérable avec un dispositif de commande accessible. Elle sera composée de deux vantaux de plus de 90 cm de largeur chacun. Les baies vitrées seront équipées de vitrophanie.
- Aucun accueil ne sera prévu.
- Le RdC présentera une largeur de circulation d'au minimum 1,40 m. Un SAS desservira les sanitaires. L'éclairage sera de 100 lux dans les circulations horizontales. Un dispositif d'extinction progressif de l'éclairage sera mis en place avec un éclairage renforcé au droit des dispositifs d'accès et de la signalétique.
- Des matériaux acoustiques seront mis en place et notamment dans la salle de restauration.
- Les portes seront conformes avec un espace de manœuvre réglementaire.
- Les équipements et le mobilier seront repérables et accessibles grâce à un contraste visuel et tactile pour les dispositifs de commande.
- Deux blocs de sanitaires genrés seront réalisés dont 1 WC adapté dans chacun des blocs.
- La sortie principale sera différenciée des sorties de secours.
- Dans les locaux susceptibles de recevoir du public assis, des emplacements de plain-pied de 80 cm par 130 cm (accessible par un cheminement praticable) pourront être dégagés lors de l'arrivée de personnes handicapées.

Prescriptions générales

* Le projet devra être conforme aux dispositions du décret et de l'arrêté susvisé notamment en ce qui concerne les cheminements extérieurs, la (les) place (s) de stationnement, la rampe d'accès, la largeur des portes, les ressauts à l'entrée du bâtiment, l'éclairage, les circulations intérieures horizontales et verticales, les sanitaires.

Prescriptions particulières

- Le ressaut de 2 cm de l'entrée principale sera traité avec un pan coupé
- L'éclairage dans les salles de cours et informatique devra être de 200 lux
- Un registre d'accessibilité au format papier ou en version numérique devra être à la disposition du public

*Conformément aux dispositions de l'article R.111-19-21 du code de la construction et de l'habitation le maître d'ouvrage devra faire établir par un contrôleur technique ou un architecte autre que l'auteur du projet une attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables. Cette attestation devra être transmise à l'autorité qui a délivré le permis de construire pour lui permettre de délivrer l'autorisation d'ouverture.

Avis proposé :

FAVORABLE (avec prescriptions)

